

FACTEURS DE PROTECTION ET FACTEURS DE RISQUE FACILITANT LE DÉSENGAGEMENT DE L'EXTRÉMISTE VIOLENT DJIHADISTE : ÉTUDES SUR LES VARIABLES DE DEVENIR DE 450 DJIHADISTES

*PROTECTION FACTORS AND RISK FACTORS
FOR DISENGAGING FROM JIHADIST VIOLENT EXTREMISM:
STUDIES ON THE VARIABLES "OF BECOMING"
OF 450 JIHADISTS*

Par Dounia BOUZAR* & Michel BÉNÉZECH**

RÉSUMÉ

Cet article présente le premier grand échantillon prospectif de 450 jeunes individus français qui ont essayé de rejoindre Daesh entre 2014 et 2016, suivis sur une période de deux ans par une équipe pluri-disciplinaire dans le cadre d'une mission ministérielle. Par le biais qualitatif et quantitatif, nous avons exploré leurs caractéristiques micro et macro, et dégagé les facteurs de risque et de protection qui ont pu faciliter leur désengagement de l'extrémisme violent.

Dans la première partie, l'échantillon est présenté à partir de variables socio-psychologiques : caractéristiques sociodémographiques, individuelles et familiales, histoire personnelle avant la radicalisation, histoire familiale, etc. Les résultats prouvent que le discours « djihadiste » contemporain a touché des individus très différents au niveau social et culturel. En revanche, des similitudes

se recourent sur plusieurs variables : le jeune âge ; une histoire migratoire ayant entraîné non pas forcément de changement culturel mais un stigma social ; l'existence de vulnérabilités psychologiques et notamment d'un événement traumatique antérieur fréquemment non traité, ayant entraîné un niveau abaissé de signification de la vie.

Les résultats de comparaison entre le groupe des « déradicalisés » (57% qui ont fait le deuil de l'utopie de la loi divine pour gérer une société), des « désengagés » (24% qui ont rompu avec leur groupe et ont renoncé à l'utilisation de la violence), et de ceux qui sont toujours radicalisés (20%), montrent que les échecs concernent notamment tous les jeunes qui ont été au contact des leaders et qui ont été entraînés sur zone de combat (7,5%).

Concernant la majorité de notre échantillon qui a été arrêté avant le départ pour la zone irako-syrienne, les facteurs de risque sont principalement des variables de proximité : connaître un proche radicalisé, être marié à un radicalisé, avoir embrigadé quelqu'un avec un contact physique (et non par internet), connaître un proche qui a vécu une expérience d'incarcération. Le dernier

* Anthropologue du fait religieux/gestion de la laïcité.

** Psychiatre, légiste, criminologue.

facteur de risque concerne le motif d'engagement : les individus qui recherchaient la toute-puissance ont été plus difficiles à prendre en charge.

Les facteurs de protection apparaissent quant à eux comme des variables liées à la résilience.

Nous faisons l'hypothèse que notre équipe psycho-éducative a plus facilement comblé et réparé les vulnérabilités psychologiques des radicalisés manipulées par les recruteurs (plutôt que les vulnérabilités sociales dont la compensation demande du long terme).

Ainsi, le groupe de « nos réussites » présente les caractéristiques suivantes :

- avoir perdu brutalement un des deux parents,
- avoir été suivi pour dépression avant la radicalisation,
- avoir été suivi par un psychologue avant la radicalisation,
- avoir bénéficié d'une mesure psycho-éducative dès la détection de la radicalisation,
- avoir été détecté tôt (notamment les mineurs et les individus de sexe féminin).

Une variable apparaît à la fois comme facteur de risque et comme facteur de protection : « être issu de famille arabo-musulmane » apparaît comme une variable de devenir positive pour se désengager de la violence (désengagement) mais comme une variable de devenir négative pour faire le deuil de l'utopie d'un monde régénéré avec la loi divine (déradicalisation).

Enfin, nous pensons que les 24% de désengagés, bien que comptabilisés par les autorités comme une « réussite » dans la mesure où ils ont renoncé à la violence et à leur groupe, ne sont qu'une réussite relative, car ils pourraient rejoindre un autre groupe qui aurait le même objectif (instituer un « vrai pays musulman ») et qui prétendrait ne pas appliquer de violence.

Nous sommes conscients de la limite de cette étude, qui présente un biais puisque l'échantillon est composé de familles qui avaient assez de confiance envers l'Etat pour signaler leur proche aux autorités de police par le Numéro Vert.

Il y a notamment une surreprésentation des classes moyennes et d'individus radicalisés de sexe féminin. Mais nous pensons que les résultats peuvent néanmoins aider à orienter les politiques de prévention et de sortie de radicalisation.

MOTS-CLÉS

Déradicalisation, désengagement, facteurs de risque, facteurs de protection, djihadisme, prévention de la radicalisation, programme de contre-radicalisation.

ABSTRACT

This article presents the first prospective sample of 450 French youngsters who tried to join ISIS between 2014 and 2016. They were followed during two years by a multi-disciplinary team, in the scope of a ministerial mission. Through a qualitative and quantitative way, we explored their micro and macro characteristics. We also cleared risk and protection factors that could facilitate their disengagement from violent extremism.

In the first part, the tool is presented as using socio-psychological variables: sociodemographic, individual and family characteristics, personal history before radicalization, family history, etc.

The results display that the contemporary "jihadist" speech reached many different individuals on cultural and social levels. On the other hand, similarities intersect on several variables: young age; migratory history leading to, not necessarily a cultural change but a social stigma; the existence of psychological vulnerabilities and notably an anterior traumatic event frequently not treated which led to a lowered level of life signification.

The results of the comparison between the "deradicalized" group (57% who grieved the utopia of the Divine law to handle a society), the "disengaged" (24% who broke up with their group and gave up the use of violence), and those who are still radicalized (20%), show that the failure concern youngsters who were in touch with leaders and who were trained to combat zones (7.5%).

About the majority of our sample who were arrested before their depart for the Iraqi- Syrian zone, the risks factors are mainly proximity variables: knowing a radicalized relative; being married to a radicalized; having indoctrinated someone through physical contact (and not by internet); knowing a relative who was incarcerated. The last risk factor relates to the engagement motive: individuals who were seeking for almightiness were harder to treat.

Protection factors appear as variables related to resiliency. We formulate the hypothesis that our psycho-educative team has easily filled and repaired the radicalized' psychological vulnerabilities manipulated by the recruiters (rather than the social vulnerabilities whose compensation requires more time). Thus, the "our successes" group show the following characteristics: having brutally lost one parent, having been followed for depression before radicalization, having been followed by a psychologist prior to radicalization, benefited a psycho-educative measure since the detection of radicalization; having been detected early (for minors and females).

A variable appears as a risk factor and a protection factor: "being issued from an Arab Muslim family" appears as a positive variable of becoming to disengage from violence (disengagement). But it appears as a negative variable of

becoming to grieve the utopia of a regenerated world with Divine law (deradicalization).

Then, we postulate that the 24% of disengaged, even though they are counted by authorities as “successes” in so far as they gave up violence and their group, are only a relative success. Indeed, they could join another group that would have the same goal (to institute a “real Muslim country”) and that could pretend they do not apply violence.

We are aware of the limit of this study, which shows a bias since the sample is composed by families who had enough trust in the State to notify their relative to the police authorities through the Green line. There is also an over-representation of middle classes and of female radicalized individuals. But we believe that these results can help guiding prevention and exit of radicalization policies.

KEYWORDS

Deradicalization, disengagement, risk factors, protection factors, jihadism, prevention of radicalization, counter-radicalization program.

INTRODUCTION

Depuis l'article d'Horgan « From profiles to pathways and roots to routes » [43] paru en 2008, les recherches sur la radicalisation ont cessé de porter sur le « pourquoi ? » de la radicalisation pour se centrer sur le « comment ? » : elles ont abandonné l'idée de rechercher des causes générales pour plutôt étudier la « radicalisation pas à pas » [26]. Progressivement, ces recherches évoluent vers une analyse interactionniste processuelle [38] et configurationnelle [37]. La radicalisation est alors appréhendée comme le résultat d'un processus et de ce fait, « son champ d'études s'étend à d'autres domaines et à d'autres temporalités » [17].

Avant l'article d'Horgan, plusieurs variables avaient été proposées comme facteurs causaux ou incitatifs de la radicalisation : les traits psychopathologiques [36 ; 54], psychiatriques [12 ; 29 ; 40 ; 73] et les troubles mentaux [69], les questions liées à l'identité (identité agressive et négative) [10], les tensions psychologiques qui trouvent leur origine dans la petite enfance [61], le narcissisme [24 ; 59 ; 68] ... Reprochant à ces analyses des biais méthodologiques, conduisant notamment selon leurs détracteurs au fait de disqualifier

les individus terroristes et de nier toute dimension politique [62], s'est instaurée une lecture rationnelle de l'engagement [31 ; 65], qui considère le terroriste comme un « individu normal » ayant fait des choix extrêmes. Selon Brie et Rambourg, « Le terrorisme y est analysé par une approche stratégique qui consiste à penser l'engagement comme une forme de violence politique résultant d'un comportement instrumental de groupes qui cherchent à réaliser, selon une rationalité collective, leurs objectifs à court ou long terme » [17]. L'action est fondée sur un calcul en termes de coûts et de bénéfices portant sur les chances de réussite des opérations, les risques en cours et les conséquences de l'inaction [30]. Cette approche s'articule au modèle organisationnel portant sur la compréhension des contraintes qui pèsent sur l'organisation clandestine et qui influent sur ses orientations [34] permettant de traiter le problème de la détermination des choix effectués par les acteurs en fonction des contraintes auxquelles ils sont soumis. Cet angle « d'approche stratégique » a aussi été critiqué dans la mesure où il n'appréhendait pas suffisamment les interactions entre les « dimensions phénoménologiques, cognitives et affectives en jeu dans la 'boîte noire', ce qui a pour conséquences une sur-rationalisation des comportements [21 ; 22] autant qu'une sous-socialisation des acteurs [36] » [39]. Ces recherches du « pourquoi » ne sont pas parvenues, pour le moment, à démontrer, la spécificité du passage à l'acte violent. Leurs résultats ne permettent pas de différencier les formes d'engagement radical des formes d'engagement conventionnel [71]. Après l'article d'Horgan, les chercheurs sont passés à l'analyse du « comment ». Ils n'ont plus considéré l'engagement dans le terrorisme comme une sorte de déterminisme, ni comme une « entité réactive modelée et guidée par d'hypothétiques dimensions internes » [38] mais comme le résultat d'une interaction entre des facteurs individuels et des facteurs sociaux [34 ; 43]. Cela implique « une analyse qui resitue les séries d'enchaînements propres à l'existence, au parcours, aux expériences singulières des individus impliqués et des univers auxquels ils appartiennent et dans lesquels ils évoluent » [17]. Mais comme le souligne Serge Garcet, « la prise en compte des variables individuelles n'a pas été fondamentalement réévaluée à l'aune de cet interactionnisme » [38]. Xavier Crettiez remarque également que « Si les études sur les violences de terrorisation [71] ont longtemps privilégié une approche historique ou centrée sur les structures de lutte, les interactions avec l'État ou les évolutions doctrinales comme grille d'explication de la violence, elles n'ont guère pris en compte la subjectivité des acteurs, les itinéraires biographiques

ou les constructions psychologiques qui mènent à la lutte armée(1) » [32].

Le rapport du Centre International pour la prévention de la criminalité de 2017 [45] développe le fait qu'il existe un biais qualitatif important dans la validité des données recueillies, dans la mesure où les chercheurs ont difficilement accès à des données empiriques par l'intermédiaire d'entretiens présentiels individuels ou collectifs semi-directifs (souvent par interviews sur internet / réseaux sociaux ou en prison) et travaillent fréquemment sur des individus incarcérés. Leur transformation cognitivo-affective est alors déjà effectuée et les interviewés ne sont en mesure que d'exprimer leur adhésion à l'idéologie qui fait pleinement autorité sur eux. Si ce niveau de données et d'analyse est important, il ne suffit pas à l'étude des facteurs de risques. Si l'on prend par exemple l'analyse de l'impact de la situation socio-économique des personnes sur leur radicalisation, il est difficile de « dissocier le discours idéologique de victimisation, construit autour de situations objectives de discrimination, des motivations individuelles où ces pressions environnementales ont été traitées par le système cognitif et affectif d'interprétation pour définir autant un rapport à soi qu'une appartenance et une identité sociale [6] sous la forme d'une posture victimaire » [38]. La même interrogation s'opère pour analyser les facteurs de vulnérabilité psychologiques ou culturels : comment faire la part des choses entre l'état initial des individus et le résultat de leur transformation cognitivo-affective, après qu'ils aient adhéré au groupe et à l'idéologie « djihadiste » ?

Les données qualitatives, individuelles et collectives, recueillies en continu lors du suivi des jeunes pris en charge par le Centre de Prévention contre les Dérives Sectaires liées à l'Islam (CPDSI) d'avril 2014 à août 2016, l'accès à leurs caractéristiques personnelles avant leur engagement radical, le suivi et la mesure de l'évolution de leurs définitions d'eux-mêmes et de la société, l'étude des arguments qui les ont touchés pour sortir de la radicalisation, permettent de construire une première contribution scientifique à cet impensé dans la littérature sur l'étiologie des « djihadistes » : il s'agit de faire

(1) Commenté par l'auteur : « L'approche psychologique souvent décrite peut cependant s'avérer féconde sous deux dimensions. La première revient à saisir les déterminants psychologiques des acteurs qui s'engagent dans des luttes extrêmes en cernant au mieux les besoins de reconnaissance ou de hausse de l'estime de soi. Les travaux de Michel Dubec sur Jean-Marc Rouillan, fondateur d'Action directe, et ceux d'Antoine Linier sur la Gauche prolétarienne sont à ce titre éclairants : Michel Dubec, *Le plaisir de tuer*, Paris, Seuil, 2007 ; Antoine Linier, *Terrorisme et démocratie*, Paris, Fayard, 1985. La seconde dimension insiste sur les travers psychologiques d'une socialisation au sein de groupes sectaires, des effets de la clandestinité ou d'une pensée groupale fermée (Irving Janis, *Decision Making. A Psychological Analysis of Conflict, Choice and Commitment*, Londres, Macmillan, 1977). »

la part des choses entre ce qui relève du changement cognitif opéré par le processus de radicalisation et l'état initial de l'individu avant la radicalisation, afin de mieux comprendre les interactions des facteurs micro et macro qui ont contribué à ce cheminement.

Dans la première partie, nous caractérisons les principales variables macro (liées à la société) et micro (liées à l'individu) dont nous étudions le rôle dans le parcours de radicalisation de 450 jeunes « pro-djihad » pris en charge par le CPDSI entre avril 2014 et août 2016, dont 350 arrêtés (par leurs parents ou la police) avant leur départ pour rejoindre l'Irak ou la Syrie.

Dans la deuxième partie, nous dégagons des facteurs de désengagement en pointant les variables significatives dites « de devenir », c'est-à-dire les caractéristiques sociales, psychologiques, médicales, histoires personnelles, familiales, etc., retrouvées de manière significative chez les jeunes sortis de la radicalisation. Ces variables, dont on peut présumer qu'elles ont eu un impact sur leur devenir, nous permettent de nous interroger sur les facteurs de risque et de protection.

MÉTHODOLOGIE

1. Recueil des données

Les données individuelles et collectives ont été recueillies en continu lors du suivi par le CPDSI des jeunes pris en charge, qu'il s'agisse de leurs caractéristiques personnelles micro ou macro avant et pendant leur engagement radical. Le matériel disponible provient du recueil des discours des jeunes dans le cadre des prises en charge pour désengagement. Il s'agit d'un ensemble d'entretiens individuels semi-directifs ou non-directifs avec les jeunes et avec leur famille, ou d'entretiens semi-directifs collectifs dans le cadre de groupes de paroles. Dans la majorité des cas, les communications sur les réseaux sociaux, depuis leurs ordinateurs et leurs téléphones ont pu être exploitées par l'équipe pluridisciplinaire du CPDSI, grâce à la relation de confiance avec les proches qui ont demandé de l'aide pour la personne embrigadée. Les vidéos visionnées et/ou échangées ont également été analysées pour mieux comprendre la relation du jeune à la propagande.

Nous proposons tout d'abord une étude quantitative de ces données, se traduisant par des tableaux statistiques que nous analysons successivement (tableaux 1 à 13). Nous avons ensuite demandé à Hugues Pellerin, statisticien de l'équipe du Professeur David Cohen, chef du service pédopsychiatrique de l'enfance et de l'adolescence de l'hôpital de la Salpêtrière de Paris, de procéder à des variables croisées dites « de devenir »,

c'est à dire que nous avons recherché⁽²⁾ quelles sont les caractéristiques sociales, psychologiques, médicales, etc. présentes chez le groupe des déradicalisés, en partant du principe qu'elles ont pu avoir un impact positif sur le fait qu'ils ont réussi à faire le deuil du groupe et de l'idéologie « djihadiste », dans un contexte politique national et international identique. Nous avons ensuite fait le même exercice chez le groupe de jeunes qui ne s'est pas désengagé. Dans un deuxième temps, nous avons analysé ces résultats en croisant l'approche quantitative et l'approche qualitative, les données recueillies auprès des parents et auprès des radicalisés eux-mêmes, réintroduisant l'analyse anthropologique qui recontextualise ces résultats à l'aune du retour d'expérience acquis dans l'accompagnement de ces jeunes pendant deux ans.

2. Directives éthiques et consentement

L'activité du CPDSI s'est déroulée d'avril 2014 à août 2016 dans le cadre d'une mission publique dirigée par le Comité Interministériel de Prévention contre la Délinquance et la Radicalisation (CIPDR), pour le ministère de l'Intérieur (Circulaire INTA 1512017J du 20 mai 2015).

Dans le cadre de cette mission, les parents ou les tuteurs légaux qui ont saisi volontairement le ministère de l'Intérieur par l'intermédiaire du Numéro vert ont demandé de l'aide à la structure du CPDSI. La notion de saisine a engendré plusieurs acceptations explicites : entretiens semi-directifs avec les parents, entretiens semi-directifs avec les mineurs, entretiens collectifs inter-parents, entretiens collectifs inter-jeunes, partage de vidéos et d'informations. Dans le cadre de ces différentes sphères de recueil de données, les parents ont partagé diverses typologies d'enregistrements : historique web, captures d'écran, enregistrements de conversations émanant de leurs ordinateurs privés afin de contribuer à l'exploitation de ces données. Un consentement éclairé a été signé par chacun d'entre eux.

Les majeurs ont aussi été signalés par leurs parents qui ont demandé leurs suivis. Comme ils ne sont pas soumis à l'autorité parentale, nous n'avons gardé pour l'étude uniquement ceux qui ont accepté de rester pendant les deux ans de suivi et qui ont signé le même accord que les parents pour les mineurs. Nous avons évacué pour cette recherche l'autre moitié de jeunes que nous avons suivis ou ceux dont nous avons supervisé les équipes de préfetures qui les ont suivis, qui n'ont pas signé

leur consentement à l'exploitation des données. Ces entretiens sont scellés sous un anonymat complet ; ni nom de famille ni prénom, lieux de naissance, adresses ni autres données d'identification ne sont données. Ils ont tous été intégralement transposés et les enregistrements-audio ont été archivés sur un disque dur externe non mis en réseau. Ainsi, aucun stockage de données à caractère personnel n'a été réalisé afin de ne pas enfreindre les règles internes de la CNIL et les directives communautaires pertinentes.

RÉSULTATS

I. CARACTÉRISTIQUES DES PRINCIPALES VARIABLES MACRO (SOCIALES) ET MICRO (INDIVIDUELLES) DE 450 JEUNES RADICALISÉS DANS L'ÉCHANTILLON

Il s'agit ici de présenter les principales caractéristiques mises en évidence par nos travaux sur les 450 jeunes « pro-djihadistes » de notre échantillon pour comprendre comment l'offre « djihadiste » a pu faire autorité sur ceux-ci. Nous nous sommes intéressés à l'histoire de leur famille et à leur histoire personnelle, mais aussi à leur statut familial au moment de leur signalement aux autorités de police, à la façon dont ils ont été pris en charge alors, à leur motif d'engagement dans le djihad, etc.

La médiane statistique d'âge moyen au moment de la prise en charge par nos services est donc de 19 ans et demi. Ces résultats rejoignent les chiffres internationaux. En France, le Ministère de l'Intérieur déclare 25% de mineurs [5].

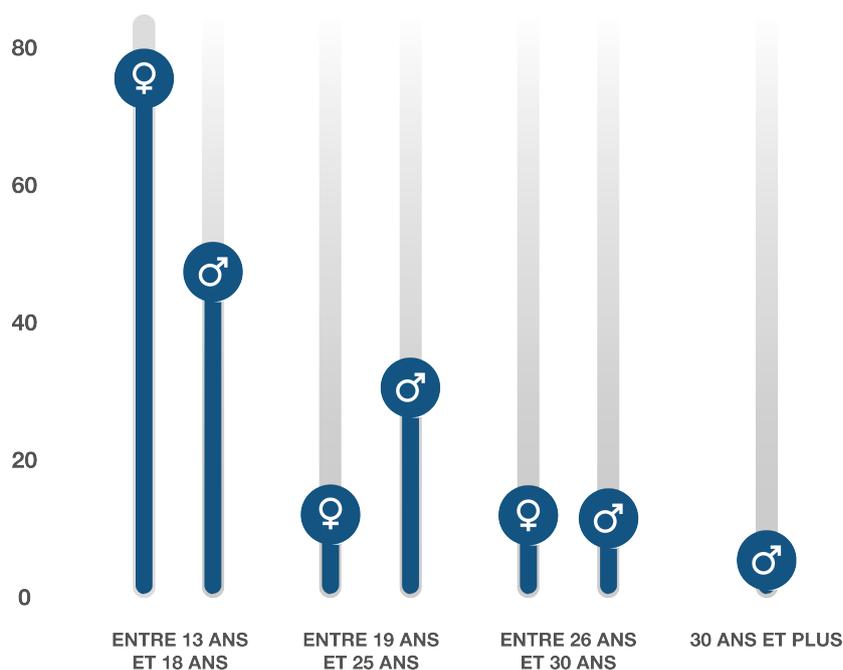
Nous constatons que les filles se radicalisent généralement plus jeunes que les garçons. Nous pouvons faire l'hypothèse que l'émergence de questions existentielles, de recherche de place dans la société ou/et dans la vie en général arrive plus tôt chez les filles que chez les garçons. La relation au corps peut aussi être un élément déclencheur pour les filles. La puberté qui vient transformer le corps des jeunes filles arrive à un âge assez jeune (en moyenne le premier signe pubertaire se manifeste en général autour de 11 ans et l'apparition des premières menstruations à 13 ans). Cela peut être à l'origine de complexes physiques que le groupe radical peut utiliser. De manière générale, la culpabilisation autour de toutes les questions relatives à la sexualité⁽³⁾ jalonnent le discours « djihadiste ».

(2) Méthode exacte de ces statistiques disponibles in CAMPELO N, BOUZAR L, OPPETT A, HEFEZ S, BRONSARD G, COHEN D, BOUZAR D, *Joining the Islamic State from France between 2014 and 2016: an observational follow-up study*: Palgrave Communications 2018; (4_137)/DOI:10.1057/s41599-0180191-8.

(3) De nombreux professionnels témoignent de jeunes filles qui portent le djilbab pour cacher leur surpoids et se protéger de moqueries liées à

TABLEAUX 1 et 2 : Age à la prise en charge toutes classes sociales confondues (%)

ÂGE À LA PRISE EN CHARGE	« DJIHADISTES » TOUTES CLASSES SOCIALES	« DJIHADISTES » CLASSE MOYENNE	« DJIHADISTES » CLASSE POPULAIRE
FILLES Entre 13 et 17 ans	55	58	54
GARÇONS Entre 13 et 17 ans	30	30	24
FILLES ET GARÇONS Entre 13 et 17 ans	47	49	44
FILLES Entre 18 et 25 ans	35	30	37
GARÇONS Entre 18 et 25 ans	48	48	48
FILLES ET GARÇONS Entre 18 et 25 ans	39	36	41
FILLES Entre 26 et 30 ans	11	12	8
GARÇONS Entre 26 et 30 ans	22	21	28
FILLES ET GARÇONS Entre 26 et 30 ans	15	15	15



Sources : Rapport de recherche européen PRACTICIES.

L'âge apparaît clairement comme un facteur de risque : plus les individus sont jeunes, plus ils cherchent un monde et un avenir meilleurs. Ce n'est pas un hasard si les « djihadistes », qui proposent un idéal, un groupe de pairs et des sensations fortes, touchent plus facilement les moins de 30 ans. Cela est corroboré par l'étude de

leur corps qu'elles n'assument pas, mais aussi pour cacher l'apparition de leur poitrine plus précoce que les autres.

Loza [2007] qui constate que les auteurs d'actes terroristes entre majoritairement entre 17 et 26 ans dans le « djihadisme ». Nous reviendrons sur la question de l'âge dans la partie II « variables significatives de devenir ». Le tableau 3 montre que, parmi les suivis opérés par le CPDSI on trouve une majorité de filles. Pourtant, en juin 2015, les chiffres officiels nationaux estimaient qu'il existait 35% de femmes françaises « djihadistes » [5].

TABLEAU 3 : Genre (%)

FÉMININ	66,5 %
MASCULIN	33,5 %

Sources : Rapport de recherche européen PRACTICIES.

Notre retour d'expérience laisse à penser que les parents de filles appelaient plus facilement le numéro vert tenu par la police ou le CPDSI que les parents de garçons. Au moins deux hypothèses peuvent expliquer cette tendance :

- les ruptures sociales entraînées par le début de la radicalisation sont systématiquement repérées plus rapidement chez les filles, ce qui semble montrer que les parents suivent plus attentivement le quotidien de leur fille plutôt que celui de leur garçon ; la plus grande autonomie laissée au garçon dans la gestion de son quotidien étant identique dans toutes les classes socio-culturelles,
- le changement de l'apparence vestimentaire et corporelle suite au début de radicalisation (niqab noir cachant le visage) est plus visible chez une fille que chez un garçon.

Concernant les résultats du Tableau 4, Il est important de mentionner ici une limite de notre échantillon qui est consécutif aux modalités du système national français de signalement des personnes radicalisées. Pour que le CPDSI soit mandaté, il fallait d'abord que le signalant saisisse soit le Numéro vert, soit la Préfecture de son département. Si une famille nous saisisait en direct, le CPDSI avait la responsabilité de remonter l'information auprès de la Préfecture concernée. Cette procédure était inscrite dans le cadre de notre mandat ministériel en qualité d'Equipe Mobile d'Intervention et publique.

Notre retour d'expérience nous a montré que les adultes référents de classes sociales populaires ont eu plus de réticences à appeler le Numéro Vert, tenu par les forces de police, dans la mesure où :

- Ils savaient qu'ils n'auraient pas les moyens de payer un avocat si leur enfant était fiché suite à leur appel bien que ne relevant alors pas ou plus de la radicalité ;
- Ils n'avaient pas de « réseau » pour les aider en cas de traitement discriminatoire (inégalité d'accès aux logements HLM, peur qu'on leur enlève la garde de leurs autres enfants mineurs, crainte de diffusion de leur nom dans les médias, de perquisition devant tous les voisins, de perdre leur travail) ;
- Ils craignaient que le signalement d'un de leurs enfants n'entraîne l'impossibilité pour la fratrie de trouver un travail ou de passer des concours ;
- Ils avaient une confiance limitée vis-à-vis des institutions de l'Etat ;
- Ils ont parfois considéré la radicalité (qu'ils ont identifiée comme une pratique religieuse rigoriste) comme positive car leur enfant ne traînait plus dehors, ne faisait plus de trafic de drogue, ne volait plus, ne traînait plus avec ses anciennes fréquentations considérées comme néfastes ;
- Ils ont eu peur du groupe « djihadiste » présent dans leur quartier qui connaissait l'adresse de leur famille et pouvait organiser des repréailles ;
- Ils n'ont pas déclaré le départ de leur enfant pour la zone de guerre (Syrie, Irak) dans l'espoir de le protéger et de le faire revenir sans passer par la prison (sachant qu'ils n'ont pas les moyens de lui payer un bon avocat).

Par ailleurs, il est délicat d'évaluer la fiabilité du résultat concernant les classes aisées, d'autant que seuls

TABLEAU 4 : Classes sociales (%)

CLASSE SOCIALE FAMILLE DU RADICALISÉ	
AISÉE	06 %
MOYENNE	50 %
POPULAIRE	44 %

Sources : Rapport de recherche européen PRACTICIES.

TABLEAU 5 : Culture de la famille du radicalisé (%)

CULTURE DE LA FAMILLE	« DJIHADISTES » TOUTES CLASSES SOCIALES	« DJIHADISTES » CLASSE MOYENNE	« DJIHADISTES » CLASSE POPULAIRE
ARABO-MUSULMANE	43	29	61
JUDÉO-CHRÉTIENNE	62	81	39
AUTRE (ASIATIQUE, ETC.)	5,5	6	2

Précisons à l'avance que :

- certaines familles appartiennent à deux cultures (mariages mixtes), ce qui explique que la somme des % soit supérieure à 100,
- nous avons différencié la culture de la famille et la conviction de la famille (voir tableau 6).

Sources : Rapport de recherche européen PRACTICIES.

6% faisaient partie de notre échantillon. Notre retour d'expérience a montré que ces dernières s'orientent plutôt vers des dispositifs privés (psychologue, hospitalisation, éloignement dans un internat ou à l'étranger, etc.) dès le début des premiers signes de radicalisation, ce qui permet de ne pas laisser de « trace » dans les circuits institutionnels qui travaillent en lien avec l'administration policière. On retrouve les mêmes processus d'évitement du circuit judiciaire par les classes aisées dans les gestions de délinquance.

Il ressort néanmoins de notre échantillon une réelle diversité d'origines sociales des radicalisés. Même si les classes populaires sont sous-représentées (44%), la forte présence des classes moyennes (50%) infirme l'hypothèse selon laquelle la radicalisation se produirait uniquement comme une réaction à une frustration sociale et économique et infirme la croyance selon laquelle une situation de privation vécue par le jeune constituerait une condition préalable au processus de radicalisation. Soulignons dès cette étape que nous avons constaté que les familles de culture arabo-musulmane attendaient pour saisir le Numéro vert que leur jeune soit plus avancé dans la radicalisation que les autres familles. En effet, elles ont le sentiment que les ressources à l'intérieur de la famille (grands-parents restés au pays, référentiel religieux proche, etc.) suffiront pour remettre leur jeune « sur le droit chemin », étant donné leur proximité avec la culture musulmane. De leur côté, les autres familles saisissent les autorités au moindre signe musulman, avant même de recenser un indicateur d'alerte de radicalisation. Les familles, selon leur culture, n'ont pas le même degré de tolérance. Ce n'est pas la culture qui distingue les familles les unes des autres mais leur capacité à s'alerter et à se sentir pertinentes pour (inter) agir avec le jeune radicalisé. Ce paramètre explique également que les familles de culture arabo-musulmane soient sous-représentées au sein de notre échantillon, au regard des chiffres nationaux.

Malgré tout, dans notre échantillon comme dans les chiffres nationaux, la diversité des origines des familles impactées montre que le discours « djihadiste » peut faire autorité sur des personnes ayant évolué dans des cultures très différentes.

Le Tableau 6 montre que les jeunes, quel que soit le type de croyance de leur famille, toutes classes sociales confondues, peuvent se retrouver attirés par l'offre « djihadiste ». Les derniers chiffres nationaux font état de 51% de jeunes de familles musulmanes et de 49% de « convertis » [5]. Il faut préciser que ces statistiques sont effectuées à partir du nom du patronyme des membres de la famille et non sur des déclarations de ces derniers. Une personne portant un prénom maghrébin est en effet considérée « musulmane » dans ces statistiques nationales. De notre côté, nous avons classé en « musulmans », les familles se déclarant ainsi, sans tenir compte des patronymes. De même, nous avons classé en « athées » les familles se déclarant ainsi, y compris celles dont les membres portent un prénom maghrébin.

La seule tendance que l'on puisse éventuellement constater au sein des croyants est le plus faible pourcentage de jeunes touchés dans les familles pratiquantes (toutes religions confondues). Dans la même logique, le pourcentage de jeunes issus de familles athées est important, toutes classes sociales confondues. On peut faire l'hypothèse que le « grand récit djihadiste » qui offre une famille de substitution sacrée attire moins les jeunes déjà inscrits dans un groupe de pairs. Mais il n'est pas prouvé que la caractéristique « religieuse » de ce groupe de pairs soit plus efficace que celle d'un club de sport ou autre (groupe de militance politique de jeunes, « club écolo », etc.) Nous n'avons pas interrogé cette variable et ne pouvons le prouver scientifiquement, mais il est possible que les jeunes investis dans un groupe de pairs de type sportif (ou autre) soient protégés du grand récit « djihadiste », au même titre que ceux qui sont inscrits dans un groupe de pairs de type « croyants ».

TABLEAU 6 : Conviction de la famille du radicalisé (%)

CONVICTION DE LA FAMILLE	« DJIHADISTES » TOUTES CLASSES SOCIALES	« DJIHADISTES » CLASSE MOYENNE	« DJIHADISTES » CLASSE POPULAIRE
CATHOLIQUE PRATIQUANT	13,4	21	3
CATHOLIQUE NON PRATIQUANT	23,5	30	16
PROTESTANT	3	5	
MUSULMAN PRATIQUANT	21	10	35
MUSULMAN NON PRATIQUANT	29	16	48
JUIF PRATIQUANT	1	3	0
JUIF NON PRATIQUANT	3	7	1
ATHÉE	42,5	49	35

Note : Précisons qu'un jeune peut appartenir à une famille qui relève de plusieurs croyances (couples mixtes), ce qui explique que la somme des pourcentages soit supérieure à 100. Comme on peut le constater, notre échantillon comprend beaucoup de jeunes issus de couples mixtes. Par ailleurs et d'un point de vue méthodologique, nous soulignons que les familles et jeunes ont toujours très rapidement exprimé par eux-mêmes leurs convictions (religieuses ou philosophiques) dans le cadre des espaces de recueils de données (entretiens individuels semi-directifs et/ou groupes de travail). Cela leur permettrait de s'interroger sur la question de l'absence ou l'existence d'une transmission intra-familiale, des non-dits, des moments fédérateurs, etc. Riches de ses données qualitatives, nous avons décidé de les analyser pour contribuer à casser le présupposé encore fort dans certains discours (notamment politiques) constituant à relier la radicalisation « djihadiste » uniquement aux familles et jeunes de conviction musulmane.

Sources : Rapport de recherche européen PRACTICIES.

Nous n'avons pas rencontré, au sein des jeunes suivis, de personnalités investies dans des mouvements collectifs (sportifs ou socio-politiques) avant leur radicalisation. Nous avons plutôt affaire à des jeunes hyper-sensibles,

très matures ou au contraire immatures, socialement isolés, en difficulté relationnelle avec leurs pairs. A l'âge de l'adolescence (au sens étendu contemporain du terme), le facteur de risque se situe-t-il dans la

TABLEAU 7 : Liens avec l'immigration (jusqu'aux arrière-grands-parents) (%)

LIENS AVEC L'IMMIGRATION	« DJIHADISTES » TOUTES CLASSES SOCIALES	« DJIHADISTES » CLASSE MOYENNE	« DJIHADISTES » CLASSE POPULAIRE
AFRIQUE	8,5	4	14
MAGHREB	37	28	50
EUROPE	13,5	20	9
ANTILLES	3,5	6	1
AMÉRIQUE DU SUD	0,5	1	0
ASIE	1	2	0
AUCUNE	38,5	45	27

Note : Des liens avec plusieurs immigrations étant possibles, la somme des pourcentages dépasse 100.

Sources : Rapport de recherche européen PRACTICIES.

non-appartenance à un mouvement religieux ou plutôt dans l'extrême individualisme qui est devenu la règle de fonctionnement d'une société ultra-mondialiste ? Qu'est-ce que notre société propose comme grand récit fondateur, qui fasse effet de rite initiatique pour passer de l'enfance à l'âge adulte ? Les éducateurs n'ont-ils pas trop misé sur les suivis individuels ? L'Education Nationale ne met-elle pas trop l'accent sur le mérite personnel plutôt que sur l'enrichissement du travail en équipe ? Le discours « djihadiste » fait-il autorité en partie parce qu'il propose un groupe, thématique récurrente et peaufinée de sa propagande ?

Nous proposons de retenir comme facteur de risque l'isolement du jeune, sa non-participation à un mouvement collectif (quel qu'il soit), et pas uniquement l'effectivité d'une pratique religieuse, même si elle en fait partie. L'histoire migratoire de la famille apparaît comme un facteur de risque existant (environ 60% des jeunes si on rassemble les classes sociales et les diverses origines). Il ne

s'agit pas dans notre échantillon d'immigration récente mais bien d'une histoire migratoire relevant souvent de l'époque des grands-parents ou des arrière grands-parents, inscrite dans l'inconscient familial. Nous avons étudié par ailleurs le détail de ces histoires migratoires : certaines trajectoires n'ont pas exigé de changement linguistique ou culturel notable. Il n'y a pas de correspondance automatique entre la question migratoire et la question de l'intégration culturelle. Nous pouvons faire l'hypothèse que le grand récit fondateur « djihadiste » touche plus facilement des jeunes qui sont renvoyés à une identité d'étranger de par leur apparence (avec tous les problèmes d'identité bien connus qui en découlent). Cela confirmerait la théorie criminologique du stigma social [1], qui peut s'appliquer au vécu des immigrés, dont la stigmatisation constituerait une sorte de terrain préparatoire facilitant l'intériorisation du futur stigmaté négatif de délinquant ou de terroriste.

TABLEAU 8 : Éléments de vie avant radicalisation (%)

ÉLÉMENTS DE VIE AVANT RADICALISATION	« DJIHADISTES » TOUTES CLASSES SOCIALES	« DJIHADISTES » CLASSE MOYENNE	« DJIHADISTES » CLASSE POPULAIRE	GRUPE TÉMOIN DE JEUNES 61
SUIVI PSY	35	41	26	7
TS/SCARIFICATION	32,5	34	28	2
VIOLENCE PHYSIQUE SUR LE JEUNE	30,5	18	44	2
HOSPITALISATION EN PSYCHIATRIE	12	11	14	
ABANDON RÉEL OU SYMBOLIQUE VÉCU PAR LE JEUNE	73	75	75	
MALADIE	14	15	10	
DÉPRESSION (Par avis médical)	48	49	45	3,45
ABUS SEXUEL/VIOL	31	25	39	Hommes : 5 Femmes : 10
SI ABUS SEXUEL/VIOL, PARENTS ALERTÉS	17,7	36	6	
VIOLENCE / TRAUMATISME AUTRE	70	76	65	
DÉCÈS DANS L'ENTOURAGE	35	34	36	
ADDICTION ALCOOL/DROGUE	22,5	19	27	alcool : 11 drogue : 5 à 10
SUIVI ÉDUCATIF ANTÉRIEUR	23,5	16	34	
RELATION FUSIONNELLE AVEC UN DES DEUX PARENTS (À 78% avec la mère)	54,5	66	40	
RELATION D'EMPRISE PAR UN MEMBRE DE LA FAMILLE (Père/mère/deux parents)	42,5	37	47	

Note : Les éléments du tableau 8 et du tableau 9 peuvent bien entendu être cumulatifs pour le même jeune.

Sources : Rapport de recherche européen PRACTICIES.

TABLEAU 9 : Éléments concernant la famille avant le début de radicalisation du jeune (%)

ÉLÉMENTS CONCERNANT LA FAMILLE	« DJIHADISTES » TOUTES CLASSES SOCIALES	« DJIHADISTES » CLASSE MOYENNE	« DJIHADISTES » CLASSE POPULAIRE
DIVORCE OU DÉCÈS DE L'UN DES DEUX PARENTS	56	55	59
MALADIE GRAVE DÉCLARÉE POUR L'UN DES PROCHES	32,5	26	36
DÉPRESSION DÉCLARÉE POUR L'UN DES PROCHES	42	45	40
ABUS SEXUEL/VIOL SUBI PAR L'UN DES PROCHES	16	8	25
VIOLENCE PHYSIQUE SUBI PAR L'UN DES PROCHES	30,5	20	47
ADDICTION (DROGUE/ALCOOL) DE L'UN DES PROCHES	32,5	26	43
INCARCÉRATION DE L'UN DES PROCHES	15	5	28

Sources : Rapport de recherche européen PRACTICIES.

Le constat de vulnérabilité des jeunes radicalisés corrobore plusieurs études de cas antérieures déjà publiées [7]. Ces statistiques ont été faites par auto-déclaration du jeune ou par le témoignage de la famille. Il a souvent fallu attendre plusieurs mois de suivi pour que le jeune ou un membre de sa famille ose parler d'un événement traumatique que le jeune avait vécu des années auparavant. Nous pensons que les résultats de ces statistiques sous-évaluent la réalité des événements traumatiques vécus antérieurement à la radicalisation. Par précaution méthodologique, nous avons vérifié les statistiques de groupes témoins⁽⁴⁾, indiquées en 4^e colonne du Tableau 8. Nous avons découvert le faible taux de leurs pourcentages par rapport aux nôtres. L'écart entre les résultats des groupes témoins et ceux de nos jeunes est significatif, même si nous tenons compte du fait que ces statistiques ont été réalisées sur un nombre d'années plus étendu et auprès d'un nombre de jeunes plus important. Ces chiffres confirment la spécificité de notre échantillon.

Les 32,5% des TS/scarifications sont à mettre en perspective avec les 37,7% de « problèmes avec leur corps dont automutilations » trouvés par Laurent Bonelli et Fabien Carrié sur leur jeunes radicalisés suivis par la Protection Judiciaire de la Jeunesse [11]. Sur la question du trauma, un parallèle peut être fait avec les travaux qui ont dégagé un lien entre traumatismes/vulnérabilité psychologique et les croyances paranormales de type sectaires [47 ; 60 ; 76]. Il ne s'agit pas de réduire l'engagement djihadiste à un embrigadement de type sectaire mais de mettre en relief le fait que l'existence d'un traumatisme favorise l'attraction et la crédulité envers ce que l'on peut nommer des « pensées magiques » et

les discours qui les transmettent [25]. Nous avons déjà mis en relief dans nos premiers travaux [13 ; 14 ; 15] le lien entre la transmission par autrui d'informations et la charge émotionnelle et affective de celui qui les reçoit. Les chiffres importants concernant la relation fusionnelle avec l'un des deux parents (54,5% toutes classes sociales confondues) et la relation d'emprise par un membre de la famille avant la radicalisation (42,5% toutes classes sociales confondues) attirent l'attention quand on connaît l'importance de la relation fusionnelle au sein du groupe radical. Le psychiatre Serge Hefez fait l'hypothèse qu'un certain nombre de jeunes sont sensibles aux groupes radicaux parce qu'ils y trouvent une nouvelle emprise qui remplace l'emprise initiale familiale [15]. Autrement dit, préalablement à la radicalisation, certains auraient développé un mode de fonctionnement relationnel basé sur la notion de contrôle des autres plutôt que sur l'échange et la réciprocité. La relation humaine serait déjà perçue comme une sorte de danger pour la dépendance qu'elle peut entraîner, facilitant ainsi l'autorité du discours radical. De manière générale, les 73% de sentiments d'abandon, les 48% de suivis pour dépression, les 31% de viols/abus sexuels non traités, les 30,5% de violence physiques subies, auxquels on peut ajouter le climat familial insécure (32,5% des parents ont vécu une maladie grave ou récurrente, 42% une dépression, 30,5% ont subi des violences physiques, 16% un abus sexuel/un viol, 32,5% se sont réfugiés dans un produit addictif et 15% ont subi une incarcération), illustrent notamment la thèse de « fragilité existentielle » commune aux criminels récidivistes et aux individus en risque de radicalisation et de terrorisme [Addad, Bénézech, 1986 ; 1987]. En effet, tous les jeunes que nous avons suivis présentaient « un niveau abaissé de signification de la vie (carence

(4) Données des groupes témoins trouvés dans l'étude « santé 2010 INPES ».

Tableau 10 : Radicalisation déclarée ou connue de l'un des proches (avant radicalisation du sujet étudié) (%)

RADICALISATION D'UN PROCHE	« DJIHADISTES » TOUTES CLASSES SOCIALES	« DJIHADISTES » CLASSE MOYENNE	« DJIHADISTES » CLASSE POPULAIRE
OUI	43,5	38	50
SI OUI, DE QUELS PROCHES ?			
AMIS PROCHES	39,1	34,2	34
RELATION AMOUREUSE	39,1	55,3	30
FAMILLE (Frères et sœurs)	19,5	5,3	36
MOSQUÉE	2,3	5,3	0

Note : La radicalisation d'un proche ne s'oppose pas à la radicalisation par les réseaux sociaux. Tous les jeunes que nous avons suivis ont utilisé internet et les réseaux sociaux, à un moment donné.

Sources : Rapport de recherche européen PRACTICIES.

existentielle) » [8], notamment éprouvée par des individus « traversant une période où ils auraient éprouvé un sentiment de perte de repères : perte de sens à donner à leur vie, de leur importance dans la société, de deuils difficilement vécus, etc. » [8]. Les « failles narcissiques et existentielles » [8] feraient partie du « terrain préparatoire » [8] à la radicalisation.

L'entrée dans le « djihadisme » ne dépend pas automatiquement d'une connaissance au sein de cette mouvance, puisque seuls 40% environ de jeunes de notre échantillon fréquentaient un proche déjà radicalisé. Malgré tout, ce chiffre est important : il signifie que la prévention n'est pas assez efficace pour détecter et prendre en charge ceux qui propagent cette idéologie et que cette idéologie peut se transmettre entre amis, à l'intérieur d'un couple ou d'une famille, sans que les interlocuteurs sociaux n'aient pu donner à la jeunesse les outils nécessaires pour s'en prémunir.

Notons que 55% de jeunes de classes sociales moyennes se sont « djihadisés » par l'intermédiaire de leur relation amoureuse, contre 30% de classes populaires. Cela montre que les relations amoureuses entre jeunes, plus que les relations amicales, transcendent les barrières de territoires et de classes sociales. Ce chiffre est à prendre en considération car nous verrons ultérieurement que le statut familial marital (avec un conjoint « pro-djihadiste ») fait partie des variables qui semblent avoir un impact négatif sur l'évolution positive du jeune (et sa sortie de radicalisation).

Le pourcentage concernant l'existence d'un membre de la famille déjà radicalisé attire notre attention (19,5 % toutes classes sociales confondues). Ce chiffre est faible si on le compare à l'hypothèse qui prétendrait que l'idéologie « djihadiste » se transmet en famille telle une donnée culturelle traditionnelle qui refuserait la démocratie. Mais ce chiffre est élevé si l'on interroge l'efficacité des outils transmis en termes de prévention :

comment aider une famille, elle-même non radicalisée, à préserver un jeune lorsque l'un de ses membres a déjà adhéré à cette idéologie ?

Peu de jeunes de cet échantillon ont été abordés au sein d'une mosquée [4] par un « djihadiste », ce qui paraît logique puisque par définition, les « djihadistes » refusent de prier derrière un imam qui accepte de professer sur une terre régie par la loi humaine. Les « mosquées djihadistes » clandestines n'abordent pas directement le jeune non radicalisé.

En conclusion, si la prévention sur le net donne lieu à des grands débats sur ce qu'il est possible de mettre en place au regard de la protection de la liberté fondamentale d'expression, outiller les jeunes (et leurs familles) de manière à ce qu'ils puissent identifier et déconstruire l'idéologie « djihadiste » au sein de leur entourage doit être améliorée.

Nous insistons sur la dimension physique car, par internet et les réseaux sociaux, tout jeune embrigadé devient « embrigadeur » à un moment donné, heureux de vouloir prôner « la bonne parole qui va régénérer le monde ».

On retrouve ici la même dynamique que dans les tableaux précédents, qui concernaient la connaissance, avant radicalisation du jeune lui-même, d'un proche radicalisé. Les jeunes issus de toutes classes sociales confondues ont davantage tenté d'embrigader des proches qu'ils fréquentaient et les membres de leur famille, que les jeunes issus de classe moyenne (sans doute dû aux réseaux physiques plus présents dans les quartiers populaires que dans les villes plus bourgeoises). Mais là aussi, les classes moyennes se distinguent par leur capacité d'embrigader leur amoureux ou conjoint (32,4% contre 23,8% chez les jeunes toutes classes sociales confondues).

Il apparaît que parmi les échecs, une grande partie de djihadistes avaient déjà regagné la zone irako-syrienne. Avoir suivi l'entraînement, avoir rencontré les chefs

TABLEAU 11 : Essai d'embrigadement de personnes proches de son entourage (%)

ESSAI D'EMBRIGADEMENT DE PERSONNES PROCHES	« DJIHADISTES » TOUTES CLASSES SOCIALES	« DJIHADISTES » CLASSE MOYENNE	« DJIHADISTES » CLASSE POPULAIRE
OUI	40	34	47
SI OUI, QUI ?			
AMIS PROCHES	26,3	20,6	27
SA FAMILLE (Frères, sœurs, parents)	35	26,5	46
RELATION AMOUREUSE	23,8	32,4	27
A ÉTÉ EN LIEN AVEC UN RÉSEAU PHYSIQUE EN PLUS DE SES LIENS INTERNET	58	48	70

Sources : Rapport de recherche européen PRACTICIES.

change profondément l'état de radicalisation d'un jeune. Il y a une sorte d'identification aux leaders qui s'opère, et une inhibition vis-à-vis de la mort qui s'envole. C'est pour cette raison que les autorités ont essayé d'empêcher

les départs par la voie éducative (et notamment avec notre mission) et par la voie judiciaire (mise en examen et mise sous contrôle judiciaire de jeunes qui n'étaient pas encore en lien avec des groupes djihadistes).

TABLEAU 12 : Etat du jeune après 2 ans de suivi (%)

ÉTAT DU JEUNE APRÈS 2 ANS DE SUIVI	« DJIHADISTES » TOUTES CLASSES SOCIALES	« DJIHADISTES » CLASSE MOYENNE	« DJIHADISTES » CLASSE POPULAIRE
DÉRADICALISÉS (ONT FAIT LE DEUIL DE L'UTOPIE DE LA LOI DIVINE POUR GÉRER UNE SOCIÉTÉ)	57	62	51
DÉSENGAGÉS (ONT ROMPU AVEC LEUR GROUPE ET AVEC LA VIOLENCE)	24	21	25
SOUS- TOTAL DES % DES SORTIES DE RADICALISATION VIOLENTE	81	83	76
TOUJOURS RADICALISÉS DANS LEUR IDÉOLOGIE (ÉCHECS)	11,5	11	14
SONT PARTIS SUR ZONE DE COMBAT AU MOMENT OÙ LES PARENTS NOUS ONT CONTACTÉ (COMPTABILISÉS DANS LES ÉCHECS MÊME SI PAS DE DÉBUT DE PRISE EN CHARGE)	7,5	6	10
SOUS- TOTAL DES % DES ÉCHECS	20	17	24
TOUJOURS MUSULMANS AUJOURD'HUI	91	90	92

Sources : Rapport de recherche européen PRACTICIES.

Comme le montrent les deux sous-totaux des jeunes sortis de radicalité et des échecs, il n'existe pas de différence fondamentale entre les djihadistes de classes populaires et ceux provenant des classes moyennes quant à leur sortie de radicalité.

CONCLUSION DE LA PARTIE 1

Contrairement à l'époque où Al Qaïda faisait référence, le discours « djihadiste » contemporain s'est répandu sur un territoire qu'il souhaitait peupler. Pour toucher un public élargi, il a adapté ses discours et ses offres. Comme l'échantillon étudié dans ce rapport l'indique, les hommes musulmans n'étaient plus leur seule cible. Les femmes et les non-musulmans étaient aussi visés, ce qui a demandé un aménagement des sollicitations. On a assisté à une véritable individualisation du recrutement français. C'est pour cette raison que nous parlons de « mutation du discours djihadiste » [13].

Ces derniers développements changent le paradigme des recherches sur la radicalisation : ils montrent que la quête « étiologique », qui cherche et caractérise des variables qui constitueraient des facteurs de risque incitatifs à la radicalisation n'est pas suffisante. Il s'agit aussi d'étudier une dynamique qui a pris corps autour d'un individu à un moment donné (souvent pendant son passage de l'enfance à l'âge adulte). Cette dynamique est faite d'une relation entre un individu, son contexte familial, social et politique, son histoire personnelle, et l'organisation « djihadiste ». Les interactions entre les facteurs micro, les facteurs macro et les promesses faites par le discours « djihadiste » constituent la base même de l'engagement « djihadiste ». Mais l'articulation de ces interactions peut s'opérer différemment d'un jeune à l'autre et d'une classe sociale à l'autre. Nous parlerons dorénavant de « mécanismes de risques ».

II. LES VARIABLES SIGNIFICATIVES « DE DEVENIR »

Il s'agit ici de se livrer au délicat exercice de prédiction. Nous avons recherché (5) quelles sont les caractéristiques sociales, psychologiques, médicales, etc. présentes chez le groupe des déradicalisés, en partant du principe qu'elles auraient pu avoir un impact positif sur le fait qu'ils aient réussi à faire le deuil du groupe et de l'idéologie « djihadiste », dans un contexte politique national et international identique. Nous avons ensuite fait le même exercice chez

(5) Méthode exacte de ces statistiques disponible in CAMPELO N., BOUZAR L., OPPETIT A., HEFEZ S., BRONSARD G., COHEN D., BOUZAR D. (2018). Joining the Islamic State from France between 2014 and 2016: an observational follow-up study: *Palgrave Communications* (4_137)/DOI:10.1057/s41599-0180191-8;

le groupe de jeunes qui ne s'est pas désengagé. Autrement dit, nous faisons l'hypothèse que si l'on retrouve en grande proportion des caractéristiques fortes chez ceux qui ont pu être déradicalisés, ces dernières peuvent nous aider à réfléchir aux facteurs de protection et de risque à développer. La difficulté reste de resituer ces caractéristiques dans le contexte et la carrière [26 ; 71] du radicalisé et non pas de la considérer comme un facteur causal de (dé) radicalisation. Pour ce faire, nous croiserons l'approche anthropologique et le retour d'expérience que nous avons acquis en accompagnant ces jeunes pendant deux ans avec le résultat de cette étude quantitative.

Les variables « de devenir » ne comprennent que celles qui présentent une différence significative entre les jeunes qui font partie de « nos réussites » et ceux qui font partie de « nos échecs ». Elles ne comprennent pas les caractéristiques récurrentes de l'ensemble des radicalisés. Exemple : l'utilisation d'internet n'apparaît pas car il n'est pas discriminant entre les « déradicalisés » et les « encore radicalisés » (il ressort à 100% pour tous les jeunes de l'échantillon).

1. VARIABLES QUI AURAIENT UN IMPACT POSITIF SUR LA SORTIE DE RADICALISATION

On retrouve ces variables dans la proportion des jeunes suivis qui sont sortis de radicalisation.

1. Lien entre genre et sortie de radicalisation

La ligne Genre (F/H) du tableau 13 montre que les filles que nous avons suivies ont proportionnellement plus facilement fait le deuil de l'idéologie et du groupe « djihadiste ». Cela ne signifie pas qu'elles étaient moins dangereuses que les garçons. Le degré de dangerosité ne dépend pas du genre du radicalisé mais de l'état de l'avancé de son processus. En revanche, plusieurs facteurs interactifs peuvent expliquer la forte proportion de filles dans le groupe des déradicalisés.

- Les filles sont souvent signalées plus rapidement que les garçons par les parents : comme nous l'avons déjà signalé, les familles remarquent davantage les signes de rupture de leurs filles dans la mesure où ils surveillent davantage leur quotidien. D'autre part, la visibilité des changements vestimentaires attire leur attention.
- Les représentations et stéréotypes liés au genre de la part de certains acteurs institutionnels les incitent à mieux prendre en compte la complexité de l'engagement des filles et à mandater un suivi psycho-éducatif quasi-automatique (qui apparaît en lui-même comme une des garanties de sortie de radicalisation ainsi que le montre le paragraphe suivant).

TABLEAU 13 : Variables associées de manière significative au statut lors du suivi (%)

Statut après le suivi	A rejoint un groupe « djihadiste » sur zone ou est décédé	Encore radicalisé	Désengagé	Déradicalisé	p
Genre (F/M)	60 /40	47.4/52.6	57.1 / 42.9	74.7 / 25.3	.016
Statut personnel (Single/Married)	46.7/53.3	52.6 /47.4	28.6 / 71.4	64.2/ 35.8	.024
A essayé de radicaliser un proche ou un ami (no/yes)	26.7 / 73.3	42.1/ 57.9	52.4 / 47.6	73.7 / 26.3	<.001
Etait dépressif avant la radicalisation (no/yes)	93.3 /6.7	78.9 / 21.1	76.2 /23.8	64.2 / 35.8	.016
A été suivi par un psychologue ou un psychiatre avant la radicalisation (no/yes)	80 / 20	73.7 /26.3	71.46 / 28.6	58.9 / 41.1	.048
A eu un proche incarcéré avant la radicalisation (no/yes)	66.6 / 33.3	78.9 / 21.1	81 / 19	88.6 /11.6	.032
A été suivi par une équipe psycho-éducative après la radicalisation (no/yes)	100 / 0	57.9/42.1	42.9/57.1	57.1 / 42.9	.05
Issu de famille de culture musulmane (no/yes)	53.3 /46.7	68.4 /31.6	38.1 / 61.9	74.7 / 25.3	.02
A vécu une rupture brutale avec un des deux parents (décès, disparition ou divorce soudain) (no/yes)	46.7 / 53.3	52.6/47.4)	71.46 /28.6	36.8 / 63.2	.039
S'est engagé parce que les recruteurs lui ont promis une toute-puissance (Motif d'engagement nommé « Zeus ») no/yes	100 / 0	63.2/36.8	76.2/23.8	96.8/3.2	.006

Sources : Rapport de recherche européen PRACTICIES.

- Les filles s'engagent pour des motifs qui ne correspondent pas à la réalité du projet « djihadiste ». Il est donc possible de leur fournir de nouvelles informations qui vont progressivement leur faire prendre conscience du décalage entre les promesses auxquelles elles ont cru et la réalité de l'identité et de l'action des « djihadistes ». C'est justement quand le radicalisé se retrouve face à une information qui n'est pas cohérente avec l'idée qu'il se faisait de l'action et de l'objectif des djihadistes qu'il peut commencer à prendre du recul et exprimer ses premiers doutes. Comme le discours fait autorité parce que le jeune cherche une réponse à ses questions existentielles, comme il se sent baigné dans une sorte de cohérence entre son idéal, ses besoins et son engagement dans le « djihadisme », l'accompagnement cognitif consiste à le mener à prendre conscience du décalage entre la promesse présentée par les recruteurs (par exemple participer à construire une société fraternelle et solidaire), son motif personnel (être enfin utile) et la déclinaison

réelle de l'idéologie (le chauffage et les soins ne sont gratuits que pour ceux qui font allégeance à Daesh).

La difficulté de la prise en charge d'un jeune dépend de son avancée dans son processus de radicalisation. Moins le changement cognitif est ancré, plus il sera possible de le déconstruire.

Ce n'est donc pas le genre en lui-même qui constitue une variante positive dans le devenir du radicalisé. C'est le fait d'être signalé (plus) rapidement, le fait de s'être engagé dans Daesh avec un motif qui ne correspond pas à la réalité et le fait de bénéficier quasi-automatiquement d'un suivi psycho-éducatif.

Des préconisations doivent être prises pour que le signalement intervienne en amont, y compris pour les garçons, de manière à ce qu'un travail de prévention puisse se mettre en place le plus tôt possible. Rappelons que lorsque les services de renseignement ont détecté un jeune, ils demandent aux autorités préfectorales de ne pas faire suivre l'individu par des équipes éducatives spécialisées, craignant que ce suivi éducatif ne parasite leur surveillance

et leur repérage du reste du réseau. De nombreux garçons, notamment mineurs, se sont enfoncés dans la radicalisation puis ont été incarcérés, alors qu'ils auraient pu être pris en charge en sortie de radicalisation s'ils avaient été suivis au départ de leur processus. L'absence de prise en charge s'est révélée contreproductive sur le long terme. Réfléchir à une meilleure concertation et cohérence entre les services de police et les services éducatifs, de manière à ce que les suivis de surveillance et de sortie de radicalisation puissent s'organiser parallèlement pour tous ceux qui ne sont pas encore trop avancés dans le processus de radicalisation apparaît nécessaire.

2. Trois variables liées à la place de la psychologie

Trois variables liées à la place de la psychologie, qui impactent positivement le devenir du jeune : avoir été suivi par un psychologue avant la radicalisation, avoir subi une dépression et être pris en charge par une équipe psycho-éducative pendant le travail de déradicalisation (Voir les lignes « Consultation psychiatrique avant la radicalisation », « Comportement suicidaire avant la radicalisation » et « Suivi psycho-éducatif après la radicalisation » du tableau 13.

Une grande partie des déradicalisés a été suivie psychologiquement (1^{re} variable), souvent pour dépression (2^e variable) avant leur radicalisation, et a également été suivie psychologiquement pendant leur déradicalisation (3^e variable). Il faut préciser à ce stade que l'équipe du CPDSI estimait que son rôle était d'offrir ce que l'on pourrait nommer un « espace transitionnel » entre Daesh et les institutions, et avait comme objectif de mettre les radicalisés qu'elle suivait en contact avec des interlocuteurs spécialisés de « droit commun » : psychologues, psychiatres, éducateurs, professeurs, imams, etc. Ceci demandait du temps en raison de la « perspective paranoïaque » [42] transmise aux radicalisés par le discours « djihadiste ». Le tableau 13 montre qu'il y a un lien entre la réussite de cette prise en charge pluridisciplinaire et le devenir du jeune. De manière générale, il montre aussi l'importance du facteur psychologique dans la sortie de radicalisation, quel que soit le débat qui peut exister sur la question des vulnérabilités psychologiques des radicalisés.

Nous pouvons penser que le radicalisé anciennement suivi par un psychologue a gardé à l'esprit les vestiges du lien de confiance qu'il avait établi dans sa vie passée avec un psychologue, facilitant la reprise de lien avec un professionnel attentionné, même s'il le percevait maintenant comme appartenant à la figure de l'Ennemi. Le fait d'avoir été suivi pour une dépression lui a fait appréhender à la fois les complexités du système humain et l'importance d'un tiers professionnel pour les explorer. En quelque sorte, le jeune anciennement suivi aurait enregistré (consciemment ou inconsciemment)

l'importance du facteur humain. Or c'est ce facteur humain que le discours « djihadiste » tente de détruire. D'autre part, la sortie de radicalisation s'avère plus facile lorsque la trajectoire qui a mené à la radicalisation repose sur des vulnérabilités psychologiques, dans la mesure où les équipes psycho-éducatives ont plus de facilités à repérer et à prendre en charge les besoins de type psychologiques que le discours radical a donné l'illusion de colmater (perte de confiance en soi, recherche de sens à sa vie, sentiment de solitude, recherche de protection, etc.), que les besoins de type socio-politiques. Cela explique que le fait d'avoir été anciennement dépressif et d'avoir été préalablement suivi par un psychologue/psychiatre apparaissent comme des variables de devenir positives. Le facteur de désistance n'est pas lié au caractère de vulnérabilité du jeune mais à la capacité des équipes à la prendre en charge.

3. Relation entre la perte d'un des parents et la sortie de radicalisation d'un jeune

La catégorie « a vécu une rupture brutale avec un de ses deux parents décédés ou divorcés » du tableau 13 montre que, contrairement à toute attente, les jeunes qui sont sortis de la radicalisation avaient subi une perte brutale d'un membre de leur famille. Nous avons d'abord été déstabilisés par ce premier résultat car les familles monoparentales sont habituellement présentées comme un facteur de risque.

En recoupant ces résultats avec notre analyse qualitative, nous émettons l'hypothèse que l'engagement radical de ces jeunes relève de la même logique que celle décrit précédemment. Leur processus de radicalisation a été particulièrement liée à cette expérience négative. La sortie de l'engagement radical a donc été favorisée par les soins psychiatriques, psychologiques et/ou éducatifs puisque les vulnérabilités psychologiques présentes au moment de l'engagement radical ont été facilement détectées et traitées. Cette hypothèse souligne l'importance des soins psychiatriques, psychologiques et/ou éducatifs, en particulier pour les jeunes qui ont vécu une perte ou un deuil.

2. VARIABLES AYANT UN IMPACT NÉGATIF SUR LA SORTIE DE LA RADICALISATION

Trois variables constitueraient une forme de handicap pour sortir de la radicalité.

1. Relation entre un parent incarcéré et le maintien de la radicalisation

En lisant la catégorie « Emprisonnement d'un proche avant la radicalisation » du tableau 13, nous constatons

qu'une relation peut être effectuée entre le fait d'avoir eu un proche incarcéré et le devenir du radicalisé. Au regard de tout ce qui peut provoquer un sentiment d'insécurité chez un enfant, l'incarcération aurait donc un impact particulier, probablement parce que la privation du proche provient de la société. De nombreux travaux [63] ont été publiés sur ce sujet, montrant que les enfants peuvent avoir à assumer des rôles nouveaux à la suite de l'emprisonnement d'un parent, afin d'apporter un soutien familial aux autres membres de la famille, que leur relation avec le parent emprisonné est impactée, qu'un déménagement (avec une nouvelle école) s'impose fréquemment. Les études soulignent que ces impacts sur les enfants ne retiennent pas l'attention des services de détention pénale.

D'autres travaux mettent en lumière le fait que de nombreux prisonniers avaient des parents délinquants : ceux qui, dans leur enfance, ont été touchés par la détention d'un parent ont plus de chances que d'autres d'afficher des comportements asociaux dans la suite de leur existence. Cette même étude, grâce à sa visée à long terme (suivi sur 40 ans), constate que « l'emprisonnement d'un parent n'est pas simplement un indicateur de la délinquance parentale, mais fait courir des risques spécifiques aux enfants » [57] (c'est-à-dire que le fait d'avoir un parent en prison rend les enfants davantage susceptibles de manifester un comportement asocial par la suite dans leur existence). Les enfants séparés de leurs parents pour d'autres raisons ne présentent pas autant de tendances asociales. Il est apparu que l'emprisonnement d'un parent constitue un facteur de risque pour un futur comportement délictueux chez les enfants, quelle que soit la durée de la peine prononcée [56]. D'autres études ont constaté qu'il existe une « relation proportionnelle entre la réaction au nombre de fois où les parents ont été incarcérés et le nombre de fois où leurs enfants commettent des délits une fois devenus adultes » [74]. Enfin, un lien a été tracé entre une expérience d'incarcération et la perte de valeur existentielle [8], qui pourrait se répercuter sur l'entourage proche de l'ancien détenu. Cela signifie que les professionnels de la protection de l'enfance doivent garder un point d'attention sur l'impact que provoque l'incarcération d'un proche dans la représentation du monde du petit enfant.

2. Lien entre connaître un proche radicalisé, avoir essayé d'embrigader un proche et maintien de la radicalisation

Les résultats de la ligne « A essayé de radicaliser un proche ou un ami » corroborent notre approche qualitative, qui nous a permis de constater que la transmission

de l'idéologie « djihadiste » à un tiers constitue un frein à la sortie de radicalisation, pour deux raisons principales :

- Le « djihadiste » ne peut douter des arguments qui lui ont servi à convaincre une autre personne. En effet, les jeunes expriment nettement l'interaction négative au cœur de laquelle ils se retrouvent : le fait de convaincre une personne que le projet « djihadiste » est « la solution » pour se régénérer et régénérer le monde les renforce dans leurs propres certitudes. Comment douter alors que leurs arguments font autorité sur d'autres personnes ? Le succès de l'embrigadement des autres devient la preuve aux yeux de l'embrigadeur qu'il est guidé par Dieu pour transmettre cette « Vérité ». Il devient donc d'autant plus difficile de se questionner soi-même. C'est comme si le fait d'avoir fait autorité auprès d'une autre personne empêchait le principal concerné de douter de ses propres arguments.
- Le « djihadiste » se sent coupable de faire le deuil d'une idéologie et d'un projet qu'il a transmis à d'autres, qui vont ainsi perdre la vie et commettre des meurtres à ce titre. Le processus de sortie de radicalisation repose sur la prise de conscience du décalage entre la promesse du groupe « djihadiste » (monde meilleur, etc.) et la réalité de leurs actions (projets de purification interne et d'extermination externe). Le fait d'avoir engagé d'autres personnes multiplie la difficulté de sortir du déni du caractère mensonger de la propagande « djihadiste ». Le fait d'avoir embrigader un proche, et non pas un inconnu sur internet, multiplie ce sentiment de culpabilité.

Cette variable négative dans le devenir doit être prise en compte dans l'accompagnement du professionnel, qui doit à chaque fois aider le radicalisé à prendre conscience de sa part de culpabilité et de sa part de « victimité ».

3. Lien entre statut marital et sortie de radicalisation

La ligne « Statut personnel (célibataire / marié) » du tableau 11 indique que les jeunes qui ont été sortis de la radicalisation étaient presque, pour les deux tiers, célibataires. Cela rejoint notre retour d'expérience : un couple de radicalisés se renforce mutuellement. Le couple est un groupe radical au sein d'un groupe radical. Les relations à l'intérieur du couple constituent une sorte de pression qui amplifie l'ensemble du processus, ce qui aboutit à accroître :

- les ruptures avec les référents traditionnels extérieurs (dont il est plus facile de se passer),
- la fusion et le sentiment de protection à l'intérieur du groupe,

- la concordance de leur nouveau système interprétatif,
- le renforcement de leur traitement biaisé de l'information et de la polarisation,
- la banalisation du changement des comportements.

Enfin, le conjoint exprime des considérations affectives qui font partie des interactions légitimant le discours, en valorisant l'être aimé radicalisé. « Le sujet n'est plus seulement renforcé par ses propres représentations de lui-même ou par l'impact qu'il estime avoir sur son environnement mais il l'est aussi par le regard positif d'observateurs extérieurs, dont l'adhésion à la cause offre un regain de valeur au renforcement » [23]. S'il veut exprimer des doutes [53], la « remise en cause de l'ensemble des cognitions développées au cours du processus de radicalisation générerait une dissonance cognitive insupportable et une crise existentielle extrême puisque l'on observe une indifférenciation entre buts personnels et collectifs » [38].

Cette variable rejoint les autres variables « du devenir » négatives dans la mesure où elle fait partie de ce que l'on peut nommer des variables « de proximité ». Elle concerne les fréquentations du radicalisé. Elle illustre notamment la spécificité de la radicalisation car pour les processus de délinquance, le mariage apparaît comme un facteur de protection et de désistance [55], dans la mesure où il constitue un événement positif de vie.

4. Lien entre le fait d'être issu d'une famille arabo-musulmane et maintien de la radicalisation

Les lignes « issues de familles de culture arabo-musulmane » montrent que globalement, les jeunes d'origine arabo-musulmane renoncent plus facilement à l'utilisation de la violence (désengagement plus rapide), même s'ils font moins facilement le deuil de l'utopie de la loi divine (tableau 13).

A ce résultat, nous rajoutons celui du tableau 5 : la connaissance d'éléments de la culture arabo-musulmane est un facteur de protection, dans la mesure où on trouve 61% de « djihadistes » d'origine maghrébine de classe populaire contre 29% de classe moyenne. Le facteur social n'intervient que pour les jeunes d'origine maghrébine. Pour les jeunes qui ne sont pas de cette origine, les « djihadistes » issus de classe moyenne montent à 81%. Nous avons fait l'hypothèse que les familles d'origine maghrébine de classe moyenne avaient transmis des éléments de la culture arabo-musulmane qui avaient protégé leurs enfants (transmission non possible dans les autres familles du fait que cela ne fait pas partie de la culture commune française).

Concernant leur difficulté à faire le deuil de l'utopie de la loi divine, il faut rappeler que les familles de culture

arabo-musulmane mettent plus de temps à alerter les autorités, pour les raisons multiples déjà expliquées (peur de la stigmatisation des frères et sœurs, impression de pouvoir gérer soi-même, etc.). Les jeunes de ces familles sont donc pris en charge plus tardivement que les autres, ce qui signifie que leur processus de radicalisation est plus ancien et plus avancé. Nous avons croisé cette partie de l'échantillon avec d'autres variables et nous avons constaté que 67% de ces jeunes d'origine arabo-musulmane avaient été en lien avec un réseau physique et que 53% avaient notamment un proche radicalisé. Les fameuses variables « de proximité » évoquées précédemment comme « négatives dans le devenir » concernent donc principalement les jeunes issus de familles arabo-musulmanes.

Ces résultats sont à mettre en perspective avec les études qui ont montré que les membres d'un groupe stigmatisé ont tendance à se rapprocher des autres membres de l'endogroupe pour restaurer et protéger l'estime qu'ils ont d'eux-mêmes avec des individus qui leur ressemblent [33 ; 50 ; 72 ; 75]. Le psychologue Abdesslem Yahyaoui (2017) rappelle que sur le long terme, « le maintien de l'estime de soi peut avoir un coût important dans le domaine de l'autorégulation » [77]. Concrètement, les individus stigmatisés auraient plus de difficultés à réguler leur comportement face à des conditions de menace du stéréotype [46]. Si l'on rajoute à ces recherches celles qui montrent que la croyance diminue le stress éprouvé lorsque l'individu a le sentiment de perdre le contrôle de sa vie et de ne pas identifier la menace qui pèse sur lui [20 ; 41 ; 47 ; 49 ; 51], on comprend mieux pourquoi les jeunes aux « faciès maghrébins présumés musulmans » ont plus de difficultés à s'extraire de l'utopie du projet radical. Le surinvestissement des croyances religieuses viendrait « signifier l'acceptation de l'absence de contrôle individuel des événements et situations, permettant ainsi aux croyants de disposer d'une réponse culturelle (et culturelle) à leurs inquiétudes existentielles [77]. De manière générale, les rituels peuvent apporter une réponse pragmatique et fournir une illusion de contrôle, permettant ainsi de réguler son angoisse quotidienne [51]. Dans un contexte où l'islam est dominé par les interprétations wahhabites qui promeuvent également la supériorité de la loi divine par rapport à la loi humaine, il n'est pas étonnant que l'utopie selon laquelle « seule la loi divine peut combattre le monde corrompu » fasse autorité sur un nombre croissant de jeunes. Surinvestir des croyances pour se rassurer fonctionne pour tous les jeunes radicalisés quand on prend en compte l'anxiété consécutive à l'approche anxiogène que le discours « djihadiste » met en place avec notamment les théories complotistes et leur interprétation du Shirk. Mais quitter

l'utopie d'un monde parfait géré par la loi divine a donc un coût symbolique supérieur quand on est d'origine arabo-musulmane.

5. Lien entre le motif d'engagement « Zeus » (promesse de toute-puissance) et le maintien de la radicalisation

La ligne « S'est engagé parce que les recruteurs lui ont promis la toute-puissance (Motif d'engagement 'Zeus') » montre que les jeunes qui se sont engagés parce que la promesse de toute-puissance du discours « djihadiste » a comblé leur idéal ont eu plus de mal à sortir de la radicalisation, que ceux qui se sont engagés pour un autre motif d'engagement. Ce résultat quantitatif croise celui de notre retour d'expérience qualitative et ne nous surprend pas. En effet, nous rappelons que le motif d'engagement ne détermine pas le taux de dangerosité du radicalisé : tous deviennent aussi dangereux à la fin du processus de radicalisation si aucun suivi n'a été mis en place. Mais la prise de recul vis-à-vis de l'idéologie et du groupe « djihadiste » survient quand le radicalisé se retrouve face à une information qui n'est pas cohérente avec l'idée qu'il se faisait de l'action et de l'objectif des « djihadistes ». Pour sortir de la radicalisation, l'individu doit prendre conscience du décalage entre la promesse du discours « djihadiste » (en résonance avec son besoin) et la réalité de l'action du groupe « djihadiste » (projet d'extermination). La remobilisation cognitive fonctionne d'autant mieux si l'incohérence perçue concerne une motivation personnelle du radicalisé. Or le motif d'engagement nommé ZEUS est le seul à exactement correspondre à la propagande « djihadiste » : il n'y a aucun décalage entre la promesse de toute-puissance et la réalité des actions. Une fois sur place, le groupe met bien en place un projet d'extermination de type totalitaire. Ce n'est pas le cas pour les autres motifs d'engagement, pour lesquels la propagande met en avant des promesses (humanitaire, justice, vengeance, etc.) qui ne correspondent pas à la réalité de leurs actions. Notre équipe a rencontré un deuxième obstacle pour les ZEUS : proposer au radicalisé un projet alternatif qui correspondait à son besoin premier de toute-puissance était impossible : un ancien « djihadiste » ne pouvait être orienté vers des métiers d'armes comme l'armée ou la police...

Quand un jeune s'engageait en cherchant de la toute-puissance, nous ne pouvions appliquer les bases de notre méthode qui consistaient à le mener à redéfinir le groupe « djihadiste » (par la prise de conscience du caractère mensonger de la propagande) et à se redéfinir en imaginant un engagement alternatif non violent qui corresponde à son besoin. Cette double étape qui nous aidait à conduire les radicalisés vers d'autres

interlocuteurs (psychologue, psychiatre, éducateurs, imam, mission locale, etc.) fonctionnait plus difficilement pour les ZEUS, ce qui explique leur sortie plus lente du processus de radicalisation.

6. Comparaison de ces variables de devenir avec la dimension de l'âge

Nous avons enfin établi une comparaison entre mineurs et majeurs, de manière à compléter de manière précise les éléments qui semblent faciliter la sortie de radicalité, car nous avons remarqué que nos échecs étaient constitués de 65% de majeurs et de 35% de mineurs (6).

Nous avons donc croisé ces résultats quantitatifs et notre approche qualitative, pour arriver au constat que ce n'est pas tant l'âge de l'individu qui serait en soi une variable positive « de devenir » mais le changement de statut que l'âge engendre. En effet, les variables « de devenir » négatives se retrouvent surtout chez les majeurs dans la mesure où n'habitant plus chez leurs parents, ils sont moins signalés par leurs proches que les mineurs (56% contre 70% chez les mineurs), donc moins pris en charge par un service éducatif (28% contre 58%) ; de manière tout aussi logique, ils sont plus fréquemment mariés que les mineurs (41% contre 11%). Étant plus autonomes que les mineurs, ils entretiennent davantage de liens physiques avec un groupe radical (65% contre 45% pour les mineurs), connaissent de manière plus importante un proche radicalisé (52% contre 32%) et ont tenté d'embrigader un proche plus souvent (50% contre 24%).

Les mineurs sortent donc plus facilement de la radicalisation non pas parce qu'ils sont jeunes mais parce qu'ils sont dans des conditions de vie qui les favorisent. Les mineurs capitalisent les variables « de devenir » positives et sont davantage protégés des variables « de devenir » négatives que les majeurs.

LIMITES ET CONCLUSION

Nous sommes conscients que cette étude a des limites. Premièrement, la déclaration systématique par la famille à la police peut avoir altéré l'authenticité de certaines informations, mais nous pensons que le fait de conserver les dossiers avec seulement 5% des données manquantes a facilité l'analyse des meilleurs cas informatifs. Deuxièmement, certaines limitations sont liées à l'échantillon lui-même. Comme expliqué, l'échantillon comprenait plus de femmes, d'adolescentes et de musulmans convertis que la répartition connue

(6) Age-échecs/réussites cat (<18+18 ans et +. Echecs : 12(35,3%)/22(64,7%) Réussites : 58(50%)/58(50%) (SOURCES RAPPORT EUROPÉEN PRACTICIES).

actuelle des individus radicalisés en France. Nous pensons que dans notre échantillon, les familles ont manifesté davantage d'inquiétude pour ces personnes, l'islam et/ou l'extrémisme violent semblant être radicalement opposé à leurs croyances et à leurs antécédents. Néanmoins, il n'empêche que malgré le biais de cet échantillon, au vu du grand nombre de radicalisés qu'il concerne, de l'accès à leurs caractéristiques avant leur radicalisation, et de leur suivi sur une période de deux ans, les résultats permettent d'améliorer les programmes de prévention et de déradicalisation.

Les variables « de devenir » positives sont liées à la capacité de résilience :

- le fait d'avoir été dépressif avant la radicalisation,
- le fait d'avoir subi une perte brutale d'un de ses deux parents avant la radicalisation (séparation ou décès),
- le fait d'avoir été suivi par un psychologue/psychiatre avant la radicalisation,
- le fait d'avoir eu accès à des éléments de culture arabo-musulmane,
- le fait d'avoir été pris en charge par une équipe psycho-éducative rapidement pendant la sortie de radicalisation,
- Le fait d'avoir été détecté tôt (et avoir bénéficié d'une approche émotionnelle rassurante de la part de ses proches (cas des filles et des mineurs).

Les variables « de devenir » négatives sont principalement des variables de proximité :

- avoir été en contact avec des leaders et avoir été entraîné sur zone de combat,
- être marié (avec une personne radicalisée),
- avoir embrigadé un proche,
- Avoir un proche/parent incarcéré.

La variable « Appartenir à une famille arabo-musulmane » apparaît de manière contrastée :

- positive pour faire le deuil de la violence,
- négative pour faire le deuil de l'idéologie (de la loi divine qui régénère le monde).

On peut donc confirmer que la proximité physique radicalise plus que les simples relations « virtuelles » instaurées par les réseaux sociaux et internet, que l'on retrouve chez 99% de nos jeunes.

Une variable « de devenir » négative se trouve à part mais doit être soulignée : avoir été attiré par la promesse de toute-puissance (nommée « Motif ZEUS » dans nos articles scientifiques [16]) ralentit la sortie de radicalisation, puisque le radicalisé ne peut jamais faire le deuil

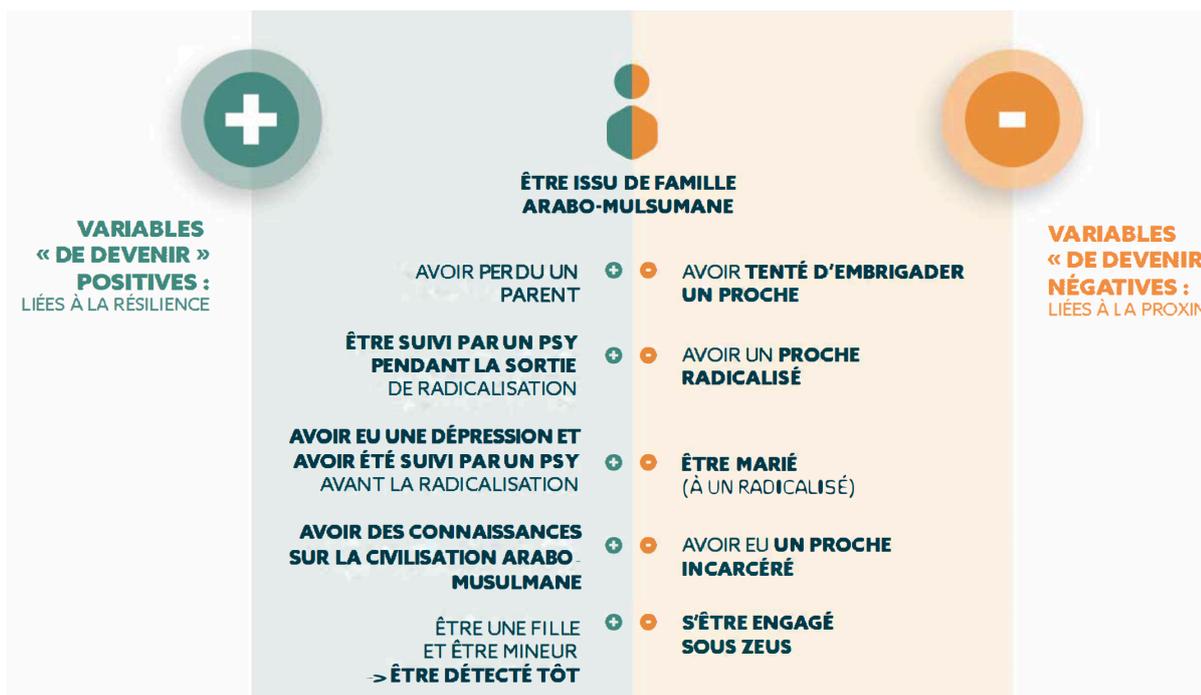
d'une promesse du groupe « djihadiste » non tenue, et redéfinir son engagement.

Enfin, au sein des variables « de devenir » négatives, n'oublions pas que le cadre de recrutement virtuel (les réseaux sociaux et internet) peut être considéré, au vu de nos résultats, comme une variable contextuelle d'opportunité (99% des jeunes) : il offre une opportunité de rencontre et de recrutement, qui explique l'extension du discours « djihadiste » contemporain par rapport à celui plus traditionnel d'Al Qaïda, qui n'utilisait pas encore la communication via internet [3 ; 13 ; 14 ; 27 ; 35 ; 58]. ■

BIBLIOGRAPHIE

- [1] ADDAD M & BÉNÉZECH M, Névrosisme, signification existentielle et auto-renforcement du moi. Enquête comparative entre délinquants et non-délinquants, *Annales Médico-Psychologiques* 1986, 144, 8, 777-789.
- [2] ADDAD M & BÉNÉZECH M, Jugement moral, extraversion, névrosisme et délinquance, *L'Evolution psychiatrique* 1987, 52,3, 703-727.
- [3] ALAVA S and all., Social networks and the youths' radicalization in the numeric, *UNESCO Report, Direction of Information and communication* 2017.
- [4] ARIF A & BOUSSOIS S, *France-Belgique, La diagonale terroriste*, Editions la Boite à Pandore, 2016.
- [5] Assemblée Nationale Française, Rapport n°2828, June 2, <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/rap-enq/r2828.pdf>, 2015.
- [6] AYDUK Ö and GYURAK A, Applying the Cognitive-Affective Processing Systems Approach to Conceptualizing Rejection Sensitivity, *Social Personal Psychology Compass* 2008, September 1, 2(5), pp. 2016-2033.
- [7] BAZEX H, BÉNÉZECH M, MENSAT J-Y, Le miroir de la haine. La prise en charge pénitentiaire de la radicalisation. Analyse clinique et criminologique de 112 personnes placées sous main de justice. *Ann Méd-Psychol Rev Psychiatr* 2017, 174 : 257-265.
- [8] BÉNÉZECH M & ESTANO N, L'apport de la psychologie et de la psychiatrie dans la connaissance des phénomènes de radicalisation et de terrorisme, *Cahiers de la sécurité et de la justice* 2016 ; n°33.
- [9] BHUI K, EVERITT B, JONES E, Might Depression, Psychosocial Adversity, and Limited Social Assets Explain Vulnerability to and Resistance against Violent Radicalisation? *PLOS ONE* 2014; 9: e105918.
- [10] BÖLLINGER L, in RAPIN AJ, The Evanescent Object of an Improbable Theory: Terrorism and the Social Sciences, *RMES Papers* 2008, Volume V, No. 1.
- [11] BONELLI L & CARRIÉ F, Radicalité engagée, radicalités révoltées, Enquête sur les jeunes suivis par la Protection Judiciaire de la Jeunesse, Université Paris Nanterre, ISP – *Institut des Sciences sociales du Politique*, 2018.
- [12] BORUM R, *Psychology of Terrorism*, Tampa, FL: *University of South Florida* 2004, 78 p.

Tableau 14 : Résumé des variables de devenir



Source : Rapport de recherche européen Practicies.

- [13] BOUZAR D, La mutation du discours djihadiste : les nouvelles formes de radicalisme musulman, in *Cahiers de la Sécurité et de la Justice – La Radicalisation Violente*, 2014, N°30, Paris, La Documentation Française, dernier trimestre.
- [14] BOUZAR D, A Novel Motivation-based Conceptual Framework for Disengagement and De-radicalization Programs. *Sociology and Anthropology* 2017, 5(8): 600-614.
- [15] BOUZAR D, HEFEZ S, *J'ai rêvé d'un autre monde, l'adolescence sous l'emprise de Daesh*, Paris : Stock ; 2017.
- [16] BOUZAR D & MARTIN M, What motives bring youth to engage in the Jihad? *Neuropsychiatr Enf Adolesc*; 2016, 64(6):353-59 [French].
- [17] BRIE G & RAMBOURG C, Radicalization: Scientific analyses versus Political use, *Analytical synthesis, ENAP*; 2015.
- [18] BURGAT F, Especially the roots of jihadism: Salafism or nihilism of others or... egoism of some? *Mediterranean confluences*, l'Harmattan, 2017/3 N° 102 ; 2017.
- [19] CAMPELO N, BOUZAR D, OPPETIT A, HEFEZ S, BRONSARD G, COHEN D, BOUZAR D, Joining the Islamic State from France between 2014 and 2016: an observational follow-up study: *Palgrave Communications* 2018. (4_137)/DOI:10.1057/s41599-0180191-8.
- [20] CASE TI, FITNESS J, CAIRNS DR, STEVENS RJ, Coping with uncertainty: Supers-titious strategies and secondary control, *Journal of applied social psychology* 2004, 34, 4, pp 848-871.
- [21] CLARKE RV & CORNISH DB, Modeling offenders decisions: a framework for research and policy, *Crime and Justice*, 1985, 6, pp. 147-185.
- [22] CLARKE RV & CORNISH DB, The rational choice perspective, in WORTLEY R. and MAZEROLLE L. (éds), *Environmental Criminology and Crime Analysis*, 2008, Willan Publishing Cullompton, 294 p.
- [23] CLARKE M, The role of social cognition in the development of the criminal career, *Internet Journal of Criminology*, 2011, ISSN 2045-6743 (online).
- [24] CLAYTON CJ, BARLOW SH, BALLIF-SPANVILL B, Principles of group violence with a focus on terrorism, in HALL H. V. and WHITAKER LC (éds), *Collective violence*, 1998, Boca Raton, FL: CRC Press, pp. 277-311.
- [25] CLEMENT F, *Les déterminants sociaux de la crédulité*, Librairie Droz, 2006.
- [26] COLLOVALD A & GAÏTI B, *Democracy at extremes. On political radicalization*. Paris: The Dispute; 2006.
- [27] CONESA P and all, « La propagande francophone de Daech : la mythologie du combattant heureux », FMSH, 2016.
- [28] COOPER HA, Psychopath as terrorist: A psychological perspective, *Legal Medical Quarterly*, 1978, 2, pp. 253-262; F.
- [29] CRENSHAW M, How terrorists think: what psychology can contribute to understanding terrorism? in HOWARD L. (éd.), *Terrorism: Roots, Impact, Responses*, London: Praeger, 1992, pp. 71-80.

- [30] CRENSHAW M, Terrorism in Context, University Park; 1991, How Terrorism Declines, *Terrorism and Political Violence*, 1996, 3, 1, 69-87.
- [31] CRENSHAW M, The logic of the terrorism: Terrorist behaviour as a product of strategic choice”, in W. REICH (éd.), *Origins of terrorism: psychologies, ideologies, theologies, states of mind*, New York, Cambridge University Press 1998, pp. 7-24.
- [32] CRETTEZ X, Thinking radicalization. A processual sociology of the violent engagement variables, *French Review of Political Science* 2016/5 (Vol.66), p. 709-727. DOI 10.3917 / rfsp.665.0709.
- [33] CROIZET JC & LEYENS JP, *Bad reputations, realities and goals of the social*, Armand colin, Paris, 2003.
- [34] DELLA PORTA D, *Social Movements, Political Violence and the State*, Cambridge University Press; 1995.
- [35] DUCOL B, The Emotional Dimensions of Terrorism: Emotion, Violent Radicalization and Underground Political Violence, *Canadian Journal of Graduate Studies in Sociology and Criminology* 2013, 2 (2), p. 89-98.
- [36] FERRACUTI F, Sociopsychiatric interpretation of terrorism, *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 1982, 463, pp. 129-140.
- [37] FILLIEULE O, The disengagement of radical organizations. Process and Configuration Approach, *Social Link and Policies*, 2012, 68, pp. 37-59.
- [38] GARCET S, A Psycho-Criminological Approach to Radicalization: The Model of 'Cognitive Self-Transformation and Meaning-Building in Violent Radical Engagement, 2016, *Liege Law School Review*.
- [39] GREENBERG and all, Clarify the function of salience-induced worldview defence: renewed suppression or reduced accessibility of death related thoughts, *Journal of experimental social psychology*, 2001, 37, pp 70-76.
- [40] HACKER FJ, *Crusaders, criminals, crazies: Terror and terrorism in our time*, New York: Norton, 1976, 355 p.
- [41] HERGOVICH A, Field dependence, suggestibility and belief in paranormal phenomena, *Personality and individual differences*, 2001, 34, pp 195-209.
- [42] HOFSTADTER R, *The Paranoid Style in American Politics and Other Essays* (New York : Vintage Books), 1967, Robins and Post, Political Paranoia.
- [43] HORGAN J, From profiles to pathways and roots to routes: Perspectives from psychology on radicalization into terrorism, *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 2008, 618 (10), pp. 80-94.
- [44] HOWARD L, *Terrorism : Roots, Impact, Responses*, London : Praeger, 1992, pp. 71-80.
- [45] International Centre for the Prevention of Crime, *An International Study of Stakeholder Engagement Issues, ICPC*; 2017.
- [46] INZLICHT M, McKAY L, ARONSON J, Stigma as ego depletion: how being the target of prejudice affects self-control, *Psychological Science*, 2006, 17 (3), 262-269, quoted by Yahyaoui.
- [47] IRWIN HJ, Origins and functions of paranormal belief: the role of childhood trauma and interpersonal control. *J. Am.Soc.Psych.Res.*, 1992, 86, pp. 199-208.
- [48] IWIN HJ, Belief in the paranormal and a sense of control over life, *European journal of parapsychology*, 2000, 15, pp 68-78.
- [49] JAHODA G, *The psychology of superstition*, Penguin, Londres; 1969.
- [50] KAYA A & KENTEL F, *Euro-Turks: a bridge or a breach between Turkey and the European Union?* 2008, Centre for European for Policy Study.
- [51] KEINAN G, The effect of stress and desire for control on superstitious behaviour, *Personality and social psychology bulletin*, 2002, 28, pp 102-108.
- [52] KRIESI H, *New social movements in Western Europe: a comparative analysis* (Vol 5), Minneapolis: University of Minnesota Press; 1995.
- [53] LAMINE AS, I doubt; Therefore, I Believe. Three Modalities of Belief in the Making In *Religion in Times of Crisis*, edited by Gladys Ganiel, Christophe Monnot and Heidemarie Winkel. 2014, Leiden: Brill, 72-90.
- [54] MARTENS W, Terrorist with Antisocial Personality Disorder, *Journal of Forensic Psychology Practice*, 2004, 4, pp. 45-56.
- [55] MARUNA S & KING A, Selling the Public on Probation: Beyond the Bib, *Probation Journal* 2008, 55(4): 337-351.
- [56] MURRAY J, The effects of imprisonment on families and children of prisoners, in A. LIEBLING & S. MARUNA (rédacteurs), *The effects of imprisonment*, 2005, p.449.
- [57] MURRAY J & FARRINGTON D, Parental imprisonment: effects on boys' antisocial behaviour and delinquency through the life-course, in *Journal of Child Psychology and Psychiatry* 2005, Vol. 46, No. 12, pp.6-7.
- [58] PAUWEL L. and all, *To understand and to explain the roles of the new social medias in the formation of violent extremism: a qualitative and quantitative study*, Gent: Academia Press, 2014.
- [59] PEARLSTEIN RM, *The mind-set of a political terrorist*. Wilmington: Scholarly Resources, 1991.
- [60] PERKINS SL, *Childhood physical abuse and differential development of paranormal belief systems*, *J Nery Ment Dis* 194; 2006.
- [61] POST J, “Terrorist psycho-logic: Terrorist behaviour as a product of psychological forces in REICH W. (dir), *Origins of Terrorism: Psychologies, Ideologies, Theologies, States of Mind*, 1990, New York, Cambridge University Press, 25-40.
- [62] RASCH W, Psychological Dimensions of Political Terrorism in the Federal Republic of Germany, *International Journal of Law and Psychiatry*, 1979, vol. 2.
- [63] ROBERTSON O, Bureau Quaker auprès des Nations Unies, Parents en prison : les effets sur leurs enfants série femmes en prison et enfants de mères emprisonnées, 2007 : http://www.quono.org/sites/default/files/resources/FRANÇAIS_The%20impact%20of%20parental%20imprisonment%20on%20children.pdf.
- [64] ROLLING J & CORDUAN G, La radicalisation, un nouveau symptôme adolescent ? *Neuropsychiatr Enfance Adolesc* 2017, doi: 10.1016/j.neurenf.2017.10.002.

- [65] SANDLER T & LAPAN HE, *The calculus of dissent: An analysis of terrorists' choice of targets*, 1988, Synthase, 76, pp. 245-61.
- [66] SCHMID A, Radicalization, deradicalization, counter-radicalization: a conceptual discussion and literature review. *ICCT Research Paper*, 2013, 97.
- [67] SHAPIRO DH, SHWXARTZ CE, ASTIN JA, Controlling ourselves, controlling our world, *American psychologist*, 1996, 51, pp 1213-1230.
- [68] SHAW ED Political terrorists: Dangers of diagnosis and an alternative to the psychopathological model, *International Journal of Law and Psychiatry*, 1986, 8, pp. 359-368.
- [69] SILKE A, Cheshire-cat Logic: The recurring theme of terrorist Abnormality, *Psychological Research, Psychology, Crime and Law*, 4 (1), 1998, pp. 51-69.
- [70] SIRSELOUDI M, The meaning of religion and identity for the violent radicalization of the Turkish diaspora in Germany. *Terrorism and Political Violence*, 2012, 24(5), 807-824.
- [71] SOMMIER I, Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture, *Social Link and Policies*, 2012, n ° 68, p.17.
- [72] TAJFEL H & TURNER JC, The social identity theory of intergroup behaviour, in AUSTIN WG. & WORCHEL S., *Psychology of intergroup relations*, 1986, (pp. 33-48), Chicago, IL: Nelson-Hall.
- [73] VICTOROFF J, The mind of the terrorist: a review and critique of the psychological approaches, *Journal of Conflict Resolution*, 2005, 49 (1), pp. 3-42.
- [74] WEAR SIMMONS C, *Children of Incarcerated Parents*. California : State Library, 2000, p.10.
- [75] WILLS TA, Downward comparison principles in social psychology, *Psychological Bulletin*, 1981, 90,245-271.
- [76] WILSON T & BARBER T, The fantasy-prone personality: implications for understanding imagery, hypnosis, and parapsychological phenomena; in *Imagery: Current Theory, Research in Application*, ed. A. Sheikh (New-York : John Wiley and Sons); 1983.
- [77] YAHYAOUI A, *Adolescence facing stigmatization, The origins of radicalization*. Paris: Editions in press, Collection Psychological overtures, 2017.

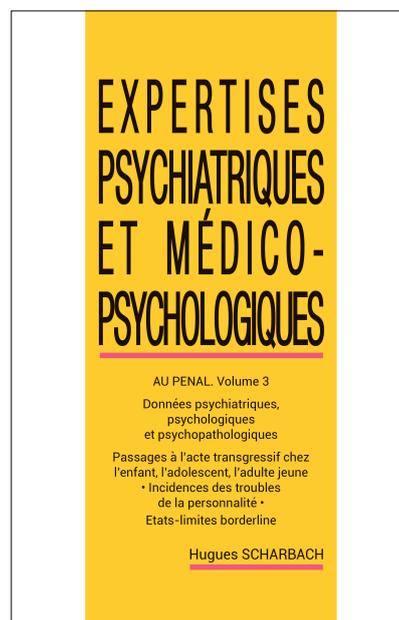
À Paraître

C'est sur la base de cette pratique soutenue, d'une expérience de presque 45 années, étayée par une recherche théorique, notamment à propos de la psychopathologie état limite – il a été rapporteur au congrès de Psychiatrie et de Neurologie de Langue française – qu'il nous propose une contribution à la réalisation de l'expertise judiciaire et une réflexion théorique sur les différents cas de figure rencontrés, sur l'articulation entre la structure et l'organisation de personnalité et le ou les passages à l'acte, comportant une transgression des règles de vie en société et des lois, à l'égard des biens et/ou des personnes.

Ce volume fait le point sur les aspects déontologiques et éthiques de l'expertise, sur les textes juridiques régissant celle-ci.

Il est proposé ensuite une approche descriptive clinique, psychopathologique, de la symptomatologie psychiatrique et de l'incidence ou de l'articulation avec des perturbations des conduites et du comportement avec des passages à l'acte ayant un caractère de transgression.

Des observations cliniques, des expertises d'enfants et d'adolescents sont rapportées pour éclairer, par l'analyse diachronique ou par l'évaluation synchronique le ou les déterminants de mise en acte antisociale.



EXPERTISES PSYCHIATRIQUES ET MÉDICO- PSYCHOLOGIQUES

Docteur Hugues SCHARBACH

ISBN 978-2-7472-2825-1

35 € + 1 € de frais de port

Le Docteur Hugues SCHARBACH est neuro-psychiatre, docteur en psychologie, psychiatre des Hôpitaux, ancien chef de service en pédopsychiatrie au Centre Hospitalier Régional de Nantes. Expert près la cour d'Appel de Nancy, puis de Rennes, expert près la Cour de Cassation, il a, à ce titre, réalisé plus de 4 500 expertises, tant psychiatriques que médico-psychologiques.

ÉDITIONS ESKA

12, rue du Quatre-Septembre
75002 Paris

Tél. : 01 42 86 55 79 - Fax : 01 42 60 45 35

Pour toutes commandes :
<http://eska-publishing.com>

Contact :
adv@eska.fr